

Jik An Bout

Journal en ligne des Comités Populaires. Responsable de publication : Jean ABAUL
Contact : 0696 41 41 32 | Chemin Vimbert – Lotissement La Haut - 97215 Rivière-Salée. | cncpmartinique@gmail.com



N° 232 – 25 AOUT 2025

EDITORIAL

LA LUTTE SUR LE FRONT SYNDICAL EST ESSENTIELLE POUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ



Combien de fois a-t-on pu entendre des travailleurs se plaindre que «les syndicats ne font rien pour nous» ou reprendre la propagande des capitalistes qui accuse ceux-ci de tuer le travail à cause d'exigences irréalistes ! A l'heure où l'offensive menée contre les travailleurs par les multinationales et leurs gouvernements s'intensifie, il est indispensable de déconstruire ces points de vue réactionnaires. La méfiance manifestée par les travailleurs à l'encontre des syndicats est le résultat d'une propagande massivement menée, pendant des siècles, par la grande bourgeoisie pour les désarmer. Cette dernière est bien consciente que son règne prendra fin dès lors que ceux qui font tourner les usines et les entreprises et qui, en dernière analyse, sont à la base des plus-values générées et des profits qu'ils accumulent, auront pu se libérer de l'aliénation idéologique et s'organiser de façon conséquente pour combattre le système

Lire la suite en page 2

INITIATIVES ALTERNATIVES



EN MARCHÉ POUR DENONCER LE CRIME D'EMPOISONNEMENT PAR LES PESTICIDES

A lire en page 6

LE BILLET DU CNC



LA SOLIDARITE DES PEUPLES EN ACTION AU VENEZUELA

A lire en page 7

FOK SAV SA



*Arrivée du nouveau Préfet
(Photo France Antilles)*

LE COLONIALISME FRANÇAIS REDOUBLE D'AGRESSIVITE EN MARTINIQUE

A lire en page 9

PAROLE AU



**CERCLE
FRANTZ FANON**

A lire en page 11

Suite ... LA LUTTE SUR LE FRONT SYNDICAL EST ESSENTIELLE POUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

Constatons pour commencer que les critiques à l'égard des «syndicats» ne visent que les syndicats de travailleurs. Jamais, au grand jamais, les puissants syndicats représentant les chefs de grandes entreprises et leurs filières capitalistes ne sont pointés du doigt ! Cela devrait éveiller notre réflexion critique puisque : *«Un syndicat est une organisation qui regroupe des personnes physiques ou morales pour défendre ou gérer des intérêts communs. Il peut s'agir de travailleurs d'une même industrie ou profession, et son but est de représenter, défendre et promouvoir les intérêts professionnels de ses membres.»* (Cf. Wikipédia). Alors, disons-le tout net : le rejet du syndicalisme par des travailleurs est le résultat d'une entreprise de désinformation menée par les classes dominantes pour les désarmer.



Mobilisation populaire Martinique (2009)

Aussi, tout travailleur salarié, tout militant responsable, avant d'adopter une quelconque position concernant le syndicalisme devrait impérativement se pencher sur l'histoire (toujours censurée) des luttes ouvrières dans le monde.



Ce faisant, ils pourront réaliser l'immensité des progrès réalisés concernant les conditions de travail et de vie rendus possibles grâce aux seules luttes syndicales.

Ils apprendront aussi qu'à la détermination des militants syndicalistes, les classes dominantes ont toujours opposé une répression violente et des provocations perverses. Les fusillades, les emprisonnements, les licenciements systématiques ont toujours été et sont encore le lot des combattants d'avant-garde. Si les «syndicats jaunes» créés par les

capitalistes afin de saboter les luttes ouvrières ont pu longtemps être neutralisés grâce à la solide présence de l'idéologie prolétarienne dans les syndicats, force est de constater qu'aujourd'hui, la bourgeoisie a remporté une bataille idéologique de taille en parvenant à détourner des masses de travailleurs de la lutte syndicale.

Ils comprendront enfin comment et pourquoi les syndicats ont été gravement affectés par des contradictions internes. Comme toutes les institutions créées par l'Homme, en effet, ces structures sont traversées par des remous liés à la complexité de la nature humaine et aux intérêts de classe.

Ainsi, certains syndicats de travailleurs ont pu se muer en représentants d'une « aristocratie ouvrière » bénéficiant de privilèges. Au sein de quelques autres, des dirigeants ont pu se laisser corrompre par la bourgeoisie et abandonner la défense de leurs mandants, parce que bénéficiant de privilèges au sein des Comités d'entreprise. Plus généralement, les luttes idéologiques restent toujours présentes au sein des syndicats. Cela s'explique, d'une part, par le niveau de conscience, de formation et d'information de



ceux qui y adhèrent et, d'autre part, par la volonté de certains dirigeants syndicaux d'empêcher que leurs orientations corporatistes et social-réformistes soient remises en cause.

La lutte sur le front syndical est essentielle pour la transformation de la société

En tout cas, il est indiscutable que, précisément parce que beaucoup de travailleurs se sont détournés des organisations syndicales qui défendaient leurs intérêts de classe, tous leurs avantages, tous les droits acquis de haute lutte, sont déjà laminés.

Dans le contexte actuel où les multinationales exercent directement leur pouvoir sur les institutions, le saccage ultralibéral s'intensifie. Il est donc essentiel, pour ceux qui entendent «changer le monde», d'affronter le système sur ce front-là. Les entreprises capitalistes et l'encadrement des employés des services dépendant de l'État bourgeois sont des éléments clés dans l'architecture mise en place par les classes dominantes pour asseoir leur hégémonie. Cette réalité incontournable doit absolument être prise en compte dans la stratégie révolutionnaire, notamment en faisant en sorte que les éléments les plus conscients puissent, aujourd'hui, combattre le système de l'intérieur et, demain, constituer le socle sur lequel s'édifiera le système alternatif aussi bien au plan national qu'au plan international.

De ces considérations, ressort l'impérieuse nécessité de mener une lutte radicale contre la bourgeoisie sur le plan idéologique, ce qui implique un haut niveau de formation des militants affectés sur le front de la lutte syndicale et une saine élévation du niveau politique des masses.

Plus haut, nous avons fait allusion à la lutte de ligne politique au sein des syndicats. Eh bien ! L'une des missions qui revient aux militants révolutionnaires est d'y défendre l'application de la LIGNE DE MASSE. Il s'agit de faire en sorte que les membres de base du syndicat puissent faire réellement entendre leur voix, contrôler les dirigeants et bénéficier d'une formation conséquente. Il s'agit aussi d'impulser un débat transparent et serein quant aux orientations et de s'opposer à toute instrumentalisation du syndicat à des fins politiciennes, électoralistes ou partisanses*¹.

Concernant la formation, nous avons déjà évoqué la nécessité de connaître l'histoire du mouvement ouvrier. Il est indispensable aussi que tout syndicat soit effectivement le lieu où se forge une conscience de classe internationaliste. Les travailleurs doivent y trouver tous les éléments de connaissance permettant la lutte contre la xénophobie, le racisme et toutes autres formes de division instrumentalisée par la bourgeoisie occidentale pour affaiblir le camp des Peuples. A cet égard, la coopération entre les syndicats au niveau international s'avère de la plus grande importance*²

L'évolution du syndicalisme en Martinique

Les syndicats, dans la forme que nous leur connaissons aujourd'hui, ont été conçus dans les pays occidentaux industrialisés. Le plus souvent, ils ont été développés dans les pays soumis à la domination coloniale, sans prendre suffisamment en compte leurs réalités sociologiques et culturelles. Cela explique, par exemple, pourquoi chez nous, jusqu'au début des années 70, le nombre de leurs adhérents soit resté très faible. Les militants ouvriers communistes qui se retrouvaient à la CGT, recevaient une formation idéologique, mais l'organisation et la formation des adhérents qui prenaient leur carte « *anba mango-a* » (à la maison des syndicats) étaient quasiment inexistantes. Le contexte de féroce répression coloniale qui prévalait à l'époque ne le permettait pas. Les grands mouvements de grève qui secouaient presque chaque année, le secteur agricole de la canne, entre 1900 et le milieu des années 60, étaient spontanés et se soldaient généralement par des fusillades.

D'autre part, la vie politique étant dominée par des partis assimilationnistes, les syndicats qui s'installaient le faisaient en tant que sections de centrales syndicales françaises.





La Maison des syndicats de Fort-de-France en Martinique

L'une des conséquences néfastes de cette situation est que les revendications spécifiques des travailleurs Martiniquais ne pouvaient pas trouver d'écho et se trouvaient (et se trouvent encore) contraintes par les législations françaises. Ajoutons à cela que des centrales syndicales françaises, comme d'ailleurs la majorité des partis politiques dits de gauche de « l'autre bord », restent prisonnières de l'idéologie colonialiste et paternaliste de leur « République »*³.

C'est avec le développement de la mouvance indépendantiste qu'on a vu naître des syndicats authentiquement Martiniquais,

notamment la CSTM (Centrale syndicale des Travailleurs Martiniquais créée en 1970) et le SEM (Syndicat des Enseignants Martiniquais qui a laissé place aux sections syndicales dans l'éducation de la CSTM et de l'UGTM). Les institutions françaises refusaient de reconnaître la représentativité des centrales syndicales, bien que déclarées, domiciliées dans notre pays. Il a fallu des décennies de lutte pour qu'en 2018 (!) soit imposé le respect du « FAIT SYNDICAL MARTINIQUAIS ». Depuis, le nombre de travailleurs syndiqués a considérablement augmenté.*⁴

L'intervention des militants de notre mouvement sur le front syndical

Quand le GAP (Groupe d'Action Prolétarien), l'organisation qui est à l'origine de notre mouvement s'est constitué en 1971, son objectif était de « faire la révolution » et libérer notre pays du colonialisme Français. Pendant deux ans, ses priorités furent de mener des actions radicales et d'agitation. La liaison de ses militants avec les masses populaires leur a très vite permis de comprendre que rien ne serait possible sans la conscientisation et l'organisation des travailleurs. C'est alors qu'a commencé l'intervention sur le front agricole qui a contribué au déclenchement de la grande grève des Ouvriers agricoles en 1974.

Dès lors, le GAP a procédé à une rectification de sa ligne politique qui était désormais « la ligne des Ouvriers et des Paysans ». Nos militants ont contribué à la mise sur pied du premier syndicat indépendant, le S.O.P. (Syndicat des Ouvriers de la Poterie), de l'UTAM (Union des Travailleurs Agricoles de Martinique), de l'UTI (Union des travailleurs de l'industrie), de l'UTS (Union des Travailleurs de la Santé), de l'UTE (Union des travailleurs de l'Éducation) qui se sont regroupés pour créer l'UGTM (Union Générale des Travailleurs de Martinique)*⁵. L'organisation a également impulsé le SMEP (Syndicat Martiniquais de l'Entraide Paysanne) qui depuis a été dissous.



Asè Plèrè An Nou Litè. N° 6 - Juin 1981. Page 2



Sous l'égide de ces syndicats, nos militants ont impulsé des grèves mémorables, notamment, celle des ouvrières du textile de «Madras Confection» (qui a duré un an et s'est arrêtée avec l'incendie suspect de l'entreprise !), celle, victorieuse, des ouvriers des carrières, celle de janvier-février 1974 qui a permis une amélioration spectaculaire des conditions de vie des travailleurs agricoles, celle des travailleurs de la canne qui a permis l'amélioration des conditions de vie des travailleurs immigrés Sainte-Luciens.

Aujourd'hui, riche d'une cinquantaine d'années d'intervention sur le front syndical et, surtout, prenant en compte les nouvelles réalités sociologiques, politiques et internationales, notre organisation appelle les travailleurs et travailleuses à accorder la plus haute importance à la lutte sur le front syndical, à s'engager politiquement sur la base d'une conscience éclairée pour lutter contre le système capitaliste, colonialiste et impérialiste dominant.

Fidèles à notre socle idéologique Marxiste et Fanonien, nous considérons que les masses doivent être aux commandes de la lutte pour la souveraineté et l'émancipation et nous appelons nos militants et sympathisants à

intensifier la propagande visant à contrecarrer l'offensive menée par la bourgeoisie occidentale pour affaiblir les organisations syndicales de classe. Nous les appelons aussi à s'engager dans les syndicats de lutte de classe de leur secteur professionnel, quelle qu'en soit l'étiquette, afin de contribuer à l'organisation des travailleurs sur une base révolutionnaire. L'affrontement décisif opposant les classes dominantes aux travailleurs et aux Peuples a commencé. Nous devons tous monter au front pour renverser l'odieux système qui met en danger la planète et l'humanité.

Conscients, organisés et mobilisés, nous serons capables de construire un monde alternatif plus équitable, plus humain, respectueux de l'environnement et de l'intérêt des générations à venir.



Josette BOMARE, militante ouvrière acquise aux idées communistes depuis l'âge de 16 ans. Dirigeante de la grande grève de 1974 et initiatrice du Collectif des Ouvriers et ouvrières agricoles empoisonnées par les Pesticides en 2019.

**1 De nombreux syndiqués se plaignent de ne pas être associés aux prises de décision, au débat sur les méthodes de lutte ou d'être mis devant le fait accompli par des décisions politiques de dirigeants.*

**2 C'est pour nous l'occasion de saluer la XIIIe Rencontre Latino-américaine et Caribéenne des Syndicalistes, qui se tiendra en République Dominicaine les 25, 26 et 27 septembre prochains. Les organisations syndicales des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes y sont invitées « dans le but de favoriser des rapprochements qui nous conduisent à de plus grands espaces d'unité d'action ». L'adresse du Comité National Organisateur Hôte est la suivante : Paseo de los Ferreteros, coin rue Mayor Enrique Valverde, Ensanche Miraflores, Santo Domingo, District National, République Dominicaine. Téléphone : 809-895-0154 / mobile : 829-755-9453. Courriel : elacs-anfitrion@outlook.com*

**3 On peut citer l'exemple de certains syndicats français qui, en vertu de leurs principes « républicains participent au génocide par substitution en promotionnant l'affectation de ressortissants français dans notre pays et justifient l'expatriation de nos compatriotes en France.*

**4 Liste des principaux syndicats existant actuellement en Martinique : CGTM / CSTM / CGTM / CGTM - FSM / CDMT / CGT-FO / UIRM-CFDT / CFTC / CFE- CGC / UGTM / UNSAM*

**5 Précisons que depuis 2010, certains dirigeants de la centrale UGTM ont fait le choix de la détacher de notre mouvement historique dont elle était partie intégrante et de suivre une autre orientation politique.*

PAWOL FONDOK

« La meilleure forme de dire est de faire. »

CHE GUEVARA



INITIATIVES ALTERNATIVES

EN MARCHE POUR DENONCER LE CRIME D'EMPOISONNEMENT PAR LES PESTICIDES, POUR EXIGER JUSTICE ET REPARATION !

Du 2 au 22 août, les deux militants, Lilith et Chacha ont marché de nouveau en France pour dénoncer le crime d'empoisonnement par les Pesticides subi par les Peuples Martiniquais et Guadeloupéens. Le prochain numéro de Jik An Bout vous proposera un reportage complet sur cette formidable action. Le présent article concerne la marche organisée en Martinique par le Collectif des Ouvrières et Ouvriers Agricoles Empoisonnés par les Pesticides, le Dimanche 24 août 2025. L'objectif du COAADEP était double : d'une part, exprimer sa solidarité avec les courageux marcheurs qui popularisent notre lutte en France et, d'autre part, poursuivre la mobilisation afin que les victimes du crime obtiennent Justice et Réparation.



Une centaine de personnes avait répondu, à l'appel du COAADEP. Parmi elles, on a noté, une forte délégation de l'ASSAUPAMAR, des militants du CNR, du MIR et du CNCP. Le Maire du Lamentin, David ZOBDA, ainsi que plusieurs membres du conseil Municipal, dont l'élue en charge du CCAS, sont venus manifester leur solidarité avec l'initiative du Collectif. Celui-ci a pu bénéficier d'un soutien logistique important de leur part. Le Maire du Gros Morne, Gilbert Couturier était également venu manifester son engagement.

Les marcheurs, partis du quartier «Calebassier» à 8 H 00, se sont dirigés vers le quartier emblématique de «La Ressource». Il s'agit d'un lieu symbolique où vivait le «Camarade Sylvestre», l'un des premiers ouvriers agricoles à s'être engagé pour organiser la

lutte en 1972 et, surtout, quartier qui a permis aux descendants des familles de travailleurs «casées» depuis plus d'un siècle d'obtenir leurs titres de propriété après50 ans de lutte. Là, plusieurs interventions ont été faites. Le Maire de la commune a réaffirmé son soutien à cette cause qui appelle tous les Martiniquais à s'unir pour obtenir soins, justice et réparation. Des témoignages ont rappelé les luttes menées à « La Ressource ». Les Responsables du COAADEP, Le Président Yvon SERENUS et la Secrétaire Patricia MOUTENDA, ont fait état des progrès réalisés dans la lutte et des prochains objectifs du combat. Les marcheurs sont alors repartis pour terminer le parcours à Calebassier. **Tous ont exprimé leur satisfaction quant à cette action solidaire et à la découverte d'une page d'histoire de notre pays.**





LA SOLIDARITE DES PEUPLES EN ACTION AU VENEZUELA

Dans le dernier numéro de «Jik An Bout», nous avons rendu compte de la IX^{ème} rencontre de «ALBA Movimientos» qui s'est tenue à Caracas à la fin du mois de juillet (Cf. N° 231). Parallèlement, deux événements de la plus haute importance se déroulaient au Venezuela : d'une part, le Sommet des Peuples pour la Paix et contre la Guerre et, d'autre part, des consultations électorales nationales.



- 600 délégués, venus de 80 pays (représentant deux tiers de la population mondiale !) étaient venus participer au «**Cumbre de los Pueblos por la Paz y contra la Guerra**». Il serait impossible de rendre compte de sa portée dans un simple article ! Nous vous invitons instamment à visionner les reportages vidéos (YouTube, Telesur) et à consulter le texte des compte-rendus et des résolutions adoptées pour partager la richesse des analyses faites et des témoignages portés à cette occasion.

Insistons quand même sur le fait que la solidarité manifestée avec la lutte du Peuple Palestinien en était le point d'orgue. En effet, l'unanimité des participants s'est faite sur l'idée que c'était actuellement, la principale ligne de front dans la guerre entre les Peuples et les Puissances impérialistes occidentales.

Au bout du compte, ce sommet a permis de renforcer la solidarité et la coordination entre les Peuples en lutte contre l'impérialisme et pour la construction d'un monde nouveau.

- C'est le dimanche 27 juillet qu'ont eu lieu deux importantes consultations électorales déterminantes pour le pays. La première concernait le renouvellement des 335 municipalités que compte le Venezuela (avec 2 471 conseillers, autant de suppléants et 69 représentants des communautés indigènes). 21 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes. 1450 observateurs étrangers étaient sur place pour contrôler la validité des opérations : juristes, journalistes, représentants de mouvements populaires, d'organisation de défense des droits humains et de gouvernements anti-impérialistes. Ils ont pu vérifier que les listes d'électeurs étaient consultables à l'extérieur des bureaux de vote et qu'aucun incident n'a été signalé sur l'ensemble du territoire. Avec une participation moyenne de 45 %, les «Chavistes» du PSUV ont remporté la victoire dans 285 municipalités (dont 22 des 24 capitales provinciales). L'opposition s'est imposée dans 50 autres.

- Le même jour se déroulait une consultation référendaire de la jeunesse. Tout jeune vénézuélien de plus de 15 ans pouvait y participer.

C'était l'aboutissement d'un long processus intégré à la construction de la démocratie participative dans le pays. Des réunions organisées dans tout le territoire avaient permis de sélectionner plus de 40.000 projets proposés par la jeunesse et la consultation du

27 juillet, appelait les concernés à choisir ceux qui devaient être prioritairement mis en œuvre.



On notera que les organes de presse contrôlés par les multinationales et les impérialistes occidentaux ont imposé une totale omerta sur ces informations incontestables. Quelques-uns (y compris des occidentaux dits de gauche) ont même continué à dénoncer la «dictature» de Maduro, à parler de précédentes «élections contestées». Et pour faire bonne mesure, tous se sont pressés de relayer les annonces de primes mirobolantes offertes à ceux qui permettraient l'arrestation du Président vénézuélien (présenté comme le chef d'un cartel de la drogue), relayant sournoisement le message, puisque ne dénonçant absolument pas la forfaiture de Donald TRUMP. **Pitoyable agitation d'un système en faillite !**

Ce qui est manifeste, en tout cas, c'est que les rencontres de Caracas et les avancées de la Révolution Bolivarienne en cours au Venezuela indiquent bien que le nouveau monde est effectivement en construction, et que cette dynamique est irréversible.

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.mondialisation.ca/> L'héritage moral de Hiroshima et de Nagasaki. 80e anniversaire du bombardement atomique américain des 6 et 9 août 1945 par Prof. Rodrigue Tremblay

* <https://www.legrandsoir.info/> Quand industriels et banquiers français soutenaient Hitler par Jacques-Marie BOURGET



■ LE COLONIALISME FRANÇAIS REDOUBLE D'AGRESSIVITE EN MARTINIQUE

Confrontée au déclin de son influence au niveau international et à une inéluctable régression économique, chassée d'Afrique, la France tente désespérément de resserrer ses griffes sur ses dernières colonies. Beaucoup dénoncent ses magouilles visant à empêcher le Peuple Kanak de jouir de son droit à l'autodétermination ou à maintenir sa présence illégale dans l'île de Mayotte volée à l'Archipel des Comores. Mais trop peu connaissent ses agissements dans notre pays. En Martinique, le renforcement de l'agressivité du Pouvoir colonial se manifeste particulièrement sur quatre plans.

1- L'accélération du génocide par substitution

La Photo ci-contre est celle d'une publicité affichée dans le métro parisien invitant ceux que certains continuent à appeler «métropolitains» à contacter un organisme qui les aidera à trouver un emploi dans les colonies françaises. Dans le même temps, des milliers de Martiniquais travaillant en France demande sans succès leur retour au pays depuis des décennies. Le Rectorat affecte en France, contre leur gré, les jeunes Martiniquais qui obtiennent leurs diplômes pour enseigner. le taux de chômage en Martinique, notoirement sous-évalué, est de 13,5 %.



Photo publiée sur le site Bondamanjak

Une société «Destination Outre Mer» propose même ses services pour aider à l'installation de ceux qui souhaitent aller «bien vivre sous les cocotiers». Ces «expatriés» - qui refusent qu'on les qualifie «d'immigrés» sont accompagnés pour leur déménagement, la recherche d'emploi, de logement, de crèche et de voiture, les

formalités administratives pour les abonnements d'eau et d'électricité, etc !

Tout cela participe manifestement du plan visant à accélérer le génocide par substitution.

2- La destruction du tissu économique endogène

En Martinique, le Pouvoir colonial a toujours été soudé avec la caste dominante béké, héritière des anciens maîtres esclavagistes, pour que tous les leviers économiques restent entre les mains de celle-ci et, qu'ensemble, ils pillent la colonie et notre Peuple. Aujourd'hui, ils ont entrepris d'éradiquer purement et simplement toute forme d'économie endogène et populaire : au prétexte hypocrite de garantir la sécurité sanitaire et de lutter contre la «concurrence déloyale» qui affecterait les entreprises déclarées, ils persécutent ceux qui, depuis la nuit des temps, s'adonnent à des activités économiques populaires qui leur permettent de nourrir leurs familles. Les petites entreprises déclarées, elles-mêmes, sont étranglées par une fiscalité et des normes européennes totalement inadaptées, par des contrôles abusifs dont les grandes entreprises sont «étrangement» épargnées. (GBH a même été décoré par Emmanuel MACRON !!!). La France s'est emparée de notre pharmacopée et prétend interdire à notre peuple l'usage de nos plantes médicinales traditionnelles.



3- Le renforcement de la répression

L'histoire de notre pays, y compris après l'insurrection de 1848 qui a mis fin à l'odieux système esclavagiste que la France pratiquait en Martinique, il faut le savoir, a été jalonnée de fusillades d'ouvriers en grève, de tueries de masse (comme en septembre 1870), de répressions policières et judiciaires incessantes.



Aujourd'hui, le Pouvoir colonial s'est rendu compte que le vent a commencé à tourner. En effet, la montée en puissance de la lutte pour la souveraineté est incontestable. Une nouvelle catégorie de jeunes a fait irruption sur la scène politique, renversant les statues glorifiant le colonialisme, se mobilisant devant les centres commerciaux de la caste afin d'exiger Justice et Réparation à propos du crime d'empoisonnement par les pesticides commis consciemment contre notre Peuple, etc. Les gouvernements français successifs ont donc entrepris de renforcer le quadrillage militaire du Pays. L'engagement pris par l'État français, après les émeutes de décembre 1959, a été trahi de mettre fin à la présence des CRS en Martinique (l'une des principales causes de ces événements était leur racisme et les violences exercées par ceux-ci contre la population). Ces cinq dernières années ont vu exploser le nombre de procédures judiciaires et les incarcérations visant à museler les militants et se renforcer les atteintes à la liberté de s'exprimer et de manifester.

4- Un cadennassage administratif aberrant

Une ahurissante politique d'hypercentralisation est appliquée depuis une dizaine d'années. Toutes les démarches administratives ou commerciales essentielles doivent être faites par voie téléphonique ou par internet

auprès d'organismes domiciliés en France. Le bureau des agences locales sont fermés ou inaccessibles. L'effet de ces dispositions est désastreux pour les usagers dont les droits et la possibilité de résoudre leurs problèmes sont piétinés.

Mais beaucoup plus grave ! Au plus haut niveau, l'administration française a décidé de rayer le nom de la Martinique de tous les documents officiels ! Ainsi, sur les nouvelles cartes d'identité «bleu-blanc-rouge», vous n'habitez plus au Gros-Morne en Martinique, mais au Gros Morne FRANCE ! Sur les documents permettant de voyager dans la Caraïbe, vous ne pouvez plus indiquer comme lieu de départ la Martinique ; vous êtes contraint de mentionner : lieu de départ...France ! Non ce n'est pas une incongruité C'est une insulte à notre dignité et une agression suprémaciste !

Nous sommes quant à nous, convaincus que ces manœuvres pathétiques ne pourront empêcher que notre peuple se débarrasse de la domination coloniale et que, le moment venu, il efface le nom de «Fort-de-France» imposé à la capitale de notre pays et qu'alors, il aura l'opportunité d'en choisir un autre qui exprime sa dignité et son Humanité.

■ UN BEL ACTE DE REPARATION

Cette action rapportée dans le journal «Togonews» du 15 août 2025, mérite d'être mondialement connue et massivement relayée par tous les anticolonialistes et altermondialistes. Jugez-en vous-mêmes.



«L'Union africaine (UA) a apporté son soutien à la campagne « Correct The Map » visant à abandonner la carte de Mercator, utilisée depuis le XVIe siècle, au profit d'une projection plus fidèle à la taille réelle des continents, comme la carte Equal Earth (2018).

Conçue à l'origine pour la navigation, la projection de Mercator agrandit les zones proches des pôles (Amérique du Nord, Groenland) et réduit la taille de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. Une distorsion qui, selon l'UA, contribue à marginaliser l'Afrique, pourtant deuxième plus grand continent au monde avec 54 pays et plus d'un milliard d'habitants. Pour Selma Malika Haddadi, vice-présidente de la Commission de l'UA, ce n'est pas un simple détail : ces représentations influencent l'éducation, les médias et les politiques. Les ONG Africa No Filter et Speak Up Africa, à l'origine de la campagne, plaident pour que la carte Equal Earth devienne la norme dans les écoles africaines et auprès des institutions internationales. L'UA voit dans cette démarche une étape pour « rendre à l'Afrique sa juste place » sur la scène mondiale, dans un contexte de revendications pour réparations liées au colonialisme et à l'esclavage.»



PAROLE AU CERCLE FRANTZ FANON

Jik An Bout donne la parole à Raphaël CONSTANT, Président du Cercle Frantz FANON, afin qu'il nous présente le bilan de la Rencontre Internationale organisée chez nous à l'occasion de la naissance de Frantz FANON. Il nous parlera également des perspectives du Cercle.



« Le bilan de la Rencontre Internationale est très positif : En 5 jours, nous avons tenu 6 ateliers, deux tables rondes sur des sujets autour de l'ouvrage *les Damnés de la Terre*. Nous avons aussi organisé en ouverture et en fermeture deux projections de documentaires sur FANON. De même, une *dikté Kréyol* d'un texte de l'ouvrage de 1961 et une réunion publique au TOM le samedi soir. Sur une période aussi courte, c'est dense et remarquable

C'est aussi un succès car le caractère international de la manifestation ne fait aucun doute avec la participation importante d'universitaires et de militants venus

d'autres pays (Algérie, Kalinago de Dominique, France, Guadeloupe, Guyane, Ouganda, Puerto-Rico, Québec, Trinidad and Tobago, Tunisie).

Malheureusement, cette participation internationale a été minorée du fait du refus de la Préfecture de permettre l'entrée sur notre territoire d'au moins 5 invités devant venir de l'Algérie, de Haïti et du Sénégal et de Tunisie.

Les interventions auxquels ont contribué aussi maints martiniquais ont été de haute tenue et ont permis des débats de qualité. Enfin, la participation populaire a été permanente avec un taux de jeunes important.

Il y a des aspects négatifs. L'aspect financier n'est pas brillant même si plus de 60 donateurs ont permis de récolter plus de 12.000 euros. Peu de gens nous ont aidé. On notera l'Atrium et son directeur, l'Université, les mairies du Morne Rouge, de Saint Pierre et de Schoelcher. On notera aussi que toutes les forces anticolonialistes n'ont pas répondu présent alors que nous les avions toutes invitées.

Un des faits marquants est la pression faite par le gouverneur français qui souhaitait que la Rencontre ne soit pas dédiée au peuple palestinien (elle l'était aussi au peuple haïtien et Kanak).

A cela s'est rajouté la décision non confirmée de l'Université de ne pas autoriser la présence de journaliste dans l'amphi. En fait, ceci était une forme de confirmation de l'état colonial de notre société.

Le *Bélyà* pou Fanon des artistes martiniquais le vendredi soir a été un grand moment. Il faut remercier Kolo Barst d'avoir pu réaliser cette prouesse.

Sur le plan émotionnel, les faits marquants ont eu lieu le dimanche, jour de l'anniversaire de naissance de Frantz FANON.

D'une part, avec l'hommage solennel sur le parvis avec la lecture de l'acte de naissance au son du tambour et des "*Kon lanbi*" et la montée du drapeau RVN. D'autre part, le témoignage de M. Lucien Zecler, 101 ans ! un camarade de classe de Fanon.

Il y a incontestablement au niveau international un intérêt grandissant pour Fanon. L'année dernière, il y a eu une nouvelle biographie. Cette année, il y a deux films. En Martinique même, nous avons eu de nombreuses manifestations

dont certaines, comme celle de l'Association Tous Créoles, étaient d'ignobles tentatives de récupération et de distorsion de l'œuvre de FANON

Le Cercle qui a 43 membres, va reprendre ses activités normales de réunions d'information sur la vie et l'œuvre de FANON. Nous allons aussi préparer l'anniversaire de la mort de Frantz FANON le 6 décembre avec, nous l'espérons, l'installation d'une sculpture pour commémorer les 100 ans. Cela va être une nouvelle bataille. »

AGENDA

BOKANTAJ

avec

LE CNCP ET LES COMITES POPULAIRES

« *Sa nou pé fè
pou palantché péyi-nou* »

Le Samedi 04 octobre 2025 de 16H à 20H.

Salle Yvon ROISIER Canal Cocotte à DUCOS

Contact pour renseignements : 0696 332 632

UNE INFORMATION ALTERNATIVE & UNE MUSIQUE DE QUALITE



Liens

https://www.radioline.co/fr/radios/jikanbouttv_radio

<https://jikanbouttv.com>

&

FM 94.9



CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

